

Accord interprofessionnel

**COMMERCE
(HAUTE-GARONNE)**

**ACCORD DU 27 MARS 2008
RELATIF À LA LIMITATION D'OUVERTURE DES COMMERCE
LES DIMANCHES ET JOURS FÉRIÉS (2008 ET 2009)**

NOR : ASET0850905M

Entre :

Le conseil départemental du commerce ;
Le MEDEF de la Haute-Garonne ;
L'union professionnelle artisanale de la Haute-Garonne ;
La CGPME,

D'une part, et

La CFE-CGC ;
La CGT-FO ;
La CFTC ;
La CFDT,

D'autre part,

et sous l'égide du directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de la Haute-Garonne, avec le président de l'association des maires de la Haute-Garonne et la mairie de Toulouse,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Les organisations patronales reconnaissent la représentativité syndicale, auprès de leurs salariés, des organisations syndicales signataires de la présente convention.

Les signataires du présent accord affirment qu'ils sont opposés à l'ouverture des magasins le dimanche et qu'il convient de respecter le repos dominical des employés du commerce.

Néanmoins, afin de satisfaire la clientèle, d'éviter une concurrence déloyale et de prendre en considération la consultation organisée par le conseil départemental du commerce, qui a recueilli l'accord des représentants des entreprises de la distribution, ils conviennent des dispositions suivantes :

Article 1^{er}

A titre exceptionnel pour l'année 2008, les commerces de la Haute-Garonne qui en feront la demande au maire de leur commune, telle que prévue par l'article L. 221-19 du code du travail, auront la possibilité d'ouvrir les dimanches 14 et 21 décembre 2008, à condition :

- de ne faire appel qu'au volontariat ;
- de respecter les amplitudes d'ouverture suivantes pour ces dimanches : 9 heures à 19 heures ou 10 heures d'amplitude maximum, sans ouvrir au-delà de 19 heures ;
- d'appliquer l'interruption habituelle pour le déjeuner, qui sera de 30 minutes minimum ;
- de fermer tous les jours fériés légaux d'ici à la fin de l'année 2008, sauf le 8 Mai 2008, les 1^{er} et 11 Novembre 2008 qui pourront être ouverts.

Ces possibilités d'ouverture excluent tous les autres dimanches d'ici à la fin de l'année.

Concernant 2009, les signataires se rencontreront pour fixer les 3 fériés et les 2 dimanches travaillés.

Cet accord devra intervenir au plus tard en décembre 2008.

Article 2

Les apprentis ne pourront pas travailler ces journées d'ouvertures exceptionnelles.

Article 3

Aucune pression, aucune sanction ne pourra être exercée ou prise à l'encontre des salariés qui refuseront de travailler les dimanches 14 et 21 décembre 2008 ou les jours fériés susmentionnés.

Ainsi que les dimanches et les jours fériés qui seront déterminés dans le futur accord conclu au plus tard en décembre 2008.

Article 4

Les heures de travail effectuées ces dimanches seront rémunérées selon un taux horaire égal au double du taux horaire habituel.

Article 5

Les dispositions du code du travail concernant notamment l'interruption du travail à l'occasion du repas ou l'amplitude de la durée du travail seront naturellement applicables. Notamment l'interruption pour le déjeuner citée au premier article ne dépassera pas 2 heures.

L'amplitude d'ouverture citée à l'article 1^{er} ne saurait faire échec aux règles applicables spécifiquement à chaque établissement, suivant accord de branche ou convention collective propre à chaque entreprise, en matière de durée et amplitude journalière de travail de leurs salariés.

Article 6

Un repos compensateur, égal à la durée du travail effectué ces dimanches, devra être obligatoirement donné au salarié concerné à sa demande, soit dans la semaine suivant l'ouverture, soit avant le 15 février 2008 pour l'année 2009.

Pour cela, l'employeur devra afficher dans son établissement, suivant accord de branche ou convention collective propre à chaque entreprise, les modalités de prise du repos compensateur, en communiquer le double aux services de la DDTE qui en contrôleront le respect. Ce repos compensateur constituera donc un droit à congé rémunéré (application de l'article L. 221-19 du code du travail).

Article 7

Ces dispositions sont également applicables au personnel d'encadrement.

Article 8

En ce qui concerne la rémunération, le repos compensateur et plus généralement toutes les dispositions concernant les relations du travail dans l'entreprise, cet accord ne se substitue pas aux accords d'entreprise ou conventionnels plus favorables.

Article 9

Ces dispositions ne concernent pas les entreprises qui n'emploient pas de salariés.

Article 10

En cas de non-respect du présent accord, les organisations syndicales signataires pourront se constituer partie civile à l'encontre des contrevenants.

Article 11

Les parties signataires conviennent de se rencontrer, sous l'égide du directeur départemental du travail et de l'emploi de la Haute-Garonne, avant le 1^{er} mai 2009 afin de faire le point sur la bonne application de l'accord 2008 et avant le 1^{er} mai 2010 afin de faire le point sur la bonne application de l'accord 2009.

D'ores et déjà, il est convenu qu'aucun dimanche ne sera travaillé durant le 1^{er} semestre 2008 sans accord préalable.

Conclusion

Les signataires du présent accord :

Considèrent que cet accord améliore les dispositions du code du travail ;

Affirment à nouveau le caractère volontaire de la participation des salariés à l'activité des 2 dimanches et des 3 jours fériés 2008, 2009 ;

Demandent aux consommateurs de prendre conscience du respect des conditions de travail des salariés et du respect de leur repos dominical et de leur vie familiale ;

Demandent aux maires du département de la Haute-Garonne de respecter les dispositions du présent accord et d'en assurer l'affichage en mairie ;

Prient instamment monsieur le préfet de la Haute-Garonne de prendre toutes dispositions réglementaires permettant l'application intégrale du présent accord.

Fait à Quint, le 27 mars 2008.

(Suivent les signatures.)